

**Nations unies - Adoption de la
résolution sur les combattants
terroristes étrangers de retour -
Explication de vote du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies - Conseil de sécurité**
(New York, 21 décembre 2017)

Monsieur le Président,

La France salue l'adoption à l'unanimité de la résolution 2396 sur les combattants terroristes étrangers. Je souhaite remercier tout particulièrement les États-Unis d'avoir pris l'initiative de cette résolution qui vient utilement compléter et actualiser le cadre créé par la résolution 2178 il y a trois ans.

Ces mêmes combattants qui, il y a quelques années, avaient notamment rejoint l'Irak et la Syrie quittent aujourd'hui la zone de conflit, soit pour revenir dans leur pays d'origine, soit pour rejoindre un autre pays. Dans le cas de la France, j'ai déjà eu l'occasion d'en parler, nous dénombrons actuellement quelque 700 individus de nationalité française ou résidents en France présents en Syrie et en Irak. A ces individus s'ajoutent des centaines de mineurs, emmenés sur zone par leurs parents ou nés sur place. Plus de la moitié d'entre eux auraient moins de 5 ans. Et si l'on parle des «revenants», ce sont 245 adultes qui sont revenus sur le territoire national depuis 2013.

La diversité des profils - notamment le nombre important de femmes et d'enfants -, le niveau très variable de radicalisation de ces personnes ainsi que l'attraction que continue d'exercer l'idéologie barbare de Daech, encore trop largement relayée sur Internet, sont autant de défis essentiels auxquels nous devons faire face.

La résolution que nous venons d'adopter constitue une nouvelle étape majeure dans notre mobilisation collective contre le terrorisme. Cette résolution complète en effet de manière importante le cadre normatif défini par le Conseil de sécurité pour le traitement des combattants terroristes étrangers et renforce la boîte à outils dont nous disposons collectivement à cet effet.

De manière plus spécifique, la résolution appelle les États à prendre des mesures supplémentaires dans de nombreux domaines, avec le soutien des Nations unies, notamment : le partage d'informations, avec en particulier la nécessité d'une meilleure utilisation des outils d'Interpol, la gestion des frontières, la coopération avec le secteur privé pour prévenir notamment l'utilisation d'internet par les terroristes, ou encore la nécessité de traduire les combattants terroristes étrangers en justice - avec la question centrale de la collecte de preuves - et les mesures de réinsertion à mettre en oeuvre, avec le cas particulier des enfants.

La résolution, et c'est un point sur lequel la France a particulièrement insisté, sur la base de son expérience, met en effet l'accent sur le cas des enfants, qui doivent faire l'objet d'une prise en charge spécifique, avec un accompagnement psycho-social et éducatif approprié.

Monsieur le Président,

Face à une menace d'une telle ampleur, seule une étroite coopération internationale, au sein des Nations unies et des organisations régionales compétentes, et associant la société civile, nous permettra d'agir efficacement. Soyez assurés de l'engagement continu et de la détermination totale de la France dans ce combat.

Je vous remercie./.